Cours 10

ÉTUDE DU TEXTE SUIVANT:

Source: <https://www.lemondepolitique.fr/culture/probleme-urbain.html>

LE PROBLÈME URBAIN

50% de l’humanité vit dans les villes alors que ce chiffre n’était que de 3% en 1800. Les campagnes sont désertées, les villes engorgées. Cette situation est à l'origine d'importants problèmes sociaux qui touchent nos sociétés actuelles.

L'URBANISATION CROISSANTE DU MONDE

La rapidité de mouvement des populations qui s’éloignent des campagnes a été telle qu'elle n’a pas permis à la ville de s’y adapter et donc de pouvoir prendre en charge convenablement ces nouvelles populations. Les immeubles ont été construits trop rapidement, comme les industries accueillant ces nouveaux travailleurs, etc. C’est dans ce contexte que le problème urbain s’est posé.

C'est donc l'urbanisation progressive du monde qui a conduit à l'apparition de villes gigantesques, dans lesquelles les problèmes sociaux se sont accrus. On parle aujourd'hui de mégapoles, de mégalopoles ou encore de métropole :

la mégapole est une très grande agglomération, dont la population est de plus de 8 millions d’habitants. Elle dispose donc d’une véritable influence à l’échelle mondiale.

au-dessus de la mégapole, la métropole exerce une influence déjà considérable.

enfin, la mégalopole constitue la plus importante structure, car elle comprend de nombreuses agglomérations.

Cette extension rapide des villes a entrainé un « malaise urbain » qui, en se généralisant, a créé des « ghettos » de population défavorisées.

EXPLOSION DU PROBLÈME URBAIN

Le problème urbain ne s’est réellement posé que récemment en France car elle a longtemps été majoritairement agricole. Mais dans les années 1950-1960, le pays a connu un exode rural massif qui a conduit à la concentration de ces nouveaux urbains autour de Paris ; face à cet afflux de population, les pouvoirs publics ont rapidement érigé des constructions, souvent dans l’urgence. Cette construction s'est essentiellement concentrée dans des quartiers regroupant des familles modestes. C’est dans ce cadre que le climat a évolué en quelques années vers d'importants problèmes sociaux.

La naissance des zones défavorisées a entrainé une exclusion des personnes se trouvant dans une situation de pauvreté. Il convient d’ajouter que la pauvreté est une notion très relative puisqu’elle est considérée en fonction du rapport aux autres personnes ; elle varie donc selon les pays. En France, c’est ainsi la précarité qui pose un véritable problème dans les villes ; majoritairement concentrés dans les zones urbaines, les mal-logés sont très nombreux. En 2001 déjà, 3,5 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté en France. Mais les personnes concernées ont changé ; alors que les personnes âgées étaient essentiellement concernées, ce sont les jeunes qui désormais souffrent de la précarité, avec des taux de chômage importants pour les 15-24 ans. De nombreuses mesures sont régulièrement prises par les associations et le gouvernement, mais l’exclusion sociale reste bien présente.

Ces zones défavorisées accumulent un ensemble de problèmes qui contribuent à enfoncer un peu plus les personnes qui y vivent dans leur misère. Cette misère sociale s’appuie sur un niveau intellectuel faible, sur une délinquance importante, mais aussi sur une violence qui parfois s’amplifie.

Mais les zones défavorisées ne sont pas les seules à souffrir d’un malaise urbain. A l’intérieur des villes vivent aussi des personnes seules, rongées par l’individualisme ambiant et la méfiance des uns à l’égard des autres.

SOLUTIONS AU PROBLÈME URBAIN

En réaction aux souffrances des plus démunis, l’abbé Pierre fonde Emmaüs en 1949. Cette action s’amplifiera avec le temps. C’est ensuite en 1985 que Coluche met en place les Restos du cœur. Ces aides aux plus démunis constituent aujourd’hui une vraie solution à l’un des problèmes liés aux villes.

Sur le plan politique, la Politique de la ville s’est développée à partir des années 1970 car les quartiers avaient été construits trop rapidement en périphérie des grandes villes sans prendre en compte l’explosion démographique de ces quartiers, ni les conditions de vie des personnes. Elle vise à lutter contre la précarité des personnes y vivant et contre leur exclusion. De nombreuses actions sont ainsi menées depuis quelques décennies : insertion professionnelle, amélioration de l’aménagement urbain, amélioration de l’éducation, lutte contre la délinquance et la violence, etc. Elles sont établies par le biais d’une politique interministérielle. Un ministère de la ville a également été crée en 1990, avec pour premier titulaire Bernard Tapie. Ce sont par la suite les « zones franches urbaines » qui sont crées afin de revitaliser les banlieues. Malgré l’ensemble de ces mesures, les résultats restent peu convaincants puisque la crise des banlieues s’accentue notamment en 2005, avec les émeutes. Un « plan espoir banlieues » a ainsi été mis en place en 2008 afin d’approfondir l’engagement de l’Etat en faveur des quartiers défavorisés. Il se base sur trois priorités : l’emploi, l’éducation et le désenclavement.

Les mal-logés quant à eux ont fait l’objet d’importants débats, grâce notamment à l’association Les enfants de Don Quichotte en 2006, qui ont suscité l’attention de la population sur ces personnes en difficulté. C’est ainsi que la loi du 5 mars 2007 a mis en place le droit au logement opposable (DALO). Si ce texte devait s’appliquer à tous en 2012, les difficultés pratiques de mise en œuvre d'un tel droit se sont révélées insurmontables, ce qui l'a rendu peu efficace.

LE PROBLÈME URBAIN AUJOURD’HUI

L’ensemble des considérations établies, on peut se pencher sur ce problème tel qu’il se dessine actuellement. On a pu constater depuis plusieurs années que les banlieues sont le siège régulier de révoltes, révoltes qui ont atteint un niveau important en 2005.

Les premières grandes émeutes ont lieu dans le quartier des Minguettes en 1981 ; de nombreuses voitures détruites par les jeunes en deux mois. C’est ensuite en 2005 que de nouvelles émeutes vont alerter la population française sur le problème des banlieues. Les modes de protestation sont généralement les mêmes que les années passées : incendies de voitures, de poubelles ou encore d’équipements collectifs. Cette violence montre la misère et la révolte des habitants de ces quartiers. Ces révoltes se fondent en effet sur les conditions de vie déplorables dans ces quartiers. Le taux de chômage y est très important, et les trafics de stupéfiants très nombreux. Les politiques de la ville peu fructueuses ont entrainé une stigmatisation des jeunes des quartiers, souvent accusés de tous les maux. C’est dans ce cadre que nait un sentiment d’insécurité, mais aussi de rejet à l’égard des banlieues. Il parait donc aujourd’hui nécessaire pour le gouvernement de poursuivre les efforts constitués par les politiques de la ville souvent jugés insuffisants.